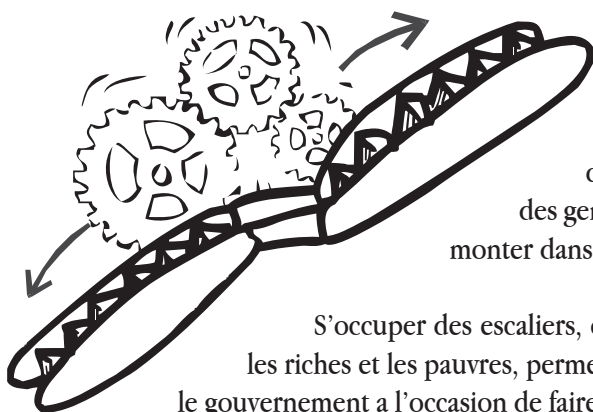




Un budget, ça agit sur les escaliers roulants!



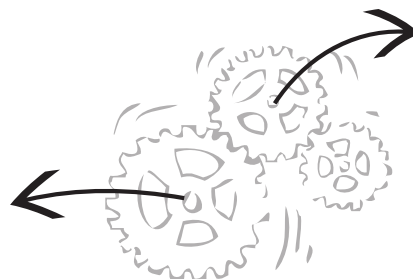
Il y a quelques années, lors d'une activité, des personnes en situation de pauvreté ont fait cette comparaison : « Notre société est comme un palier duquel partiraient un escalier roulant qui monte vers le haut et un escalier roulant qui descend vers le bas. Vivre la pauvreté au Québec, c'est être en bas de l'escalier roulant qui descend et se faire dire monte par des gens en train de monter dans l'escalier roulant qui monte. Au lieu de nous faire monter dans des escaliers roulants qui descendent, occupez-vous donc des escaliers. »

S'occuper des escaliers, cela veut dire empêcher les inégalités d'augmenter, réduire les écarts entre les riches et les pauvres, permettre à ces derniers d'emprunter un escalier roulant qui monte. C'est ce que le gouvernement a l'occasion de faire avec son budget en choisissant la manière dont il entend aller chercher ses revenus et la façon dont il entend les dépenser. Autrement dit, un budget c'est comme les engrenages que le gouvernement met en place pour s'occuper des escaliers.

Voici un outil qui permet de cocher les différentes mesures présentes dans le nouveau budget du Québec (plus de détails sur les différentes mesures à la page 2 et 3).

Il y a les engrenages qui augmentent les écarts entre riches et pauvres

- ☐ Baisses d'impôts des particuliers et baisse des taxes.
- ☐ Réduction des impôts et des charges des entreprises
- ☐ Tarifications
- ☐ Paiement de la dette
- ☐ Partenariats privé-public
- ☐ Réduction de la taille de l'État
- ☐ Autre : _____

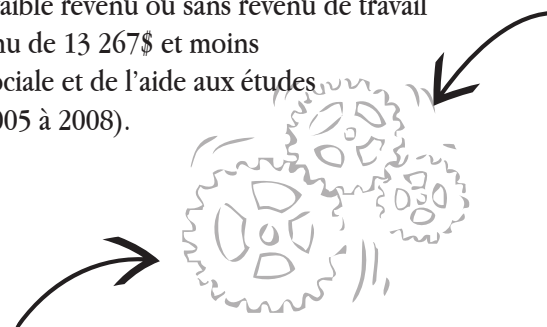


Il y a les engrenages qui génèrent de l'égalité dans la société

- ☐ Plus grande accessibilité à l'éducation
- ☐ Amélioration des services de santé
- ☐ Conciliation travail-famille et amélioration du réseau de garderie
- ☐ Respect et protection de l'environnement
- ☐ Économie solidaire
- ☐ Mesures favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes
- ☐ Autre : _____

Et il y a les engrenages qui réduisent les écarts en améliorant les conditions de base

- ☐ Augmentation du revenu disponible des personnes à l'aide sociale, aux études et des travailleurEs à faible revenu
- ☐ Introduction de crédits d'impôt remboursables pour les personnes à faible revenu ou sans revenu de travail
- ☐ Gratuité des médicaments prescrits pour les personnes ayant un revenu de 13 267\$ et moins
- ☐ Exclusion des pensions alimentaires pour enfant du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études
- ☐ Réparation des reculs à l'aide sociale (dont les demi-indexations de 2005 à 2008).
- ☐ Formation, insertion et accès à l'emploi
- ☐ Logement social
- ☐ Financement de l'action communautaire
- ☐ Autre : _____





D'un côté, il y a les engrenages qui augmentent les écarts entre riches et pauvres...

Pour respecter l'esprit de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, le gouvernement devrait éviter d'augmenter les écarts dans la société. Dans un budget, il y a plusieurs solutions qui ont pour effet d'augmenter les écarts de richesse.

- **Réduction des impôts et des charges des entreprises**
- **Païement de la dette**

- **Baisses d'impôts des particuliers et baisse des taxes**

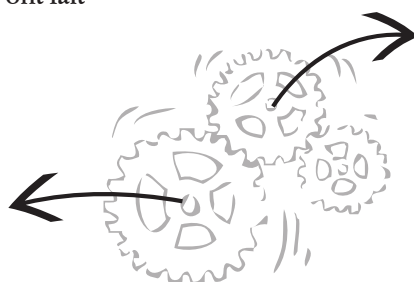
Depuis quelques années, l'État québécois a réduit considérablement sa capacité d'agir et de répondre aux besoins de la population en réduisant ses sources de revenus et en consacrant des sommes importantes à la réduction de la dette. Lorsque les gouvernements disent qu'ils n'ont pas beaucoup de marge de manoeuvre, en fait c'est eux-mêmes qui l'ont fait disparaître !

- **Tarifications**

Une hausse des cotisations et tarifications a généralement plus d'impact sur les personnes en situation de pauvreté que sur les autres.

- **Réduction de la taille de l'État**
- **Partenariats privé-public (PPP)**

Sans avoir un impact direct et à court terme sur les écarts de richesse, la réduction de la taille de l'État et les PPP profitent à ceux qui n'ont rien à gagner de la mise en commun des richesses. De plus, à moyen terme, il y a des risques d'augmentation des coûts pour l'État. Même s'il se débarrasse de certains secteurs d'activité au profit de l'entreprise privée, l'État aura à tout le moins besoin de ces services et risque d'avoir à payer plus cher pour les obtenir!



... il y a les engrenages qui génèrent de l'égalité dans la société...

Il y a des mécanismes sociaux que notre société s'est donnés et qui ont pour effet de créer de l'égalité entre nous. Bien souvent nous pensons aux services publics accessibles à touTEs. Ici, ce n'est pas le fait d'être pauvre, dans la classe moyenne ou d'être riche qui compte, on part du principe que les êtres humains sont égaux.

- **Plus grande accessibilité à l'éducation**
- **Amélioration des services de santé**

La santé et l'éducation sont les deux plus gros morceaux de l'action gouvernementale en matière de services publics. Leur amélioration est déterminante pour le bien commun. Mais les pressions du secteur privé sont importantes pour les marchandiser.

- **Conciliation travail-famille et amélioration du réseau de garderies**

C'est assurer des espaces pour la vie personnelle et familiale plutôt que céder à la compétitivité à tout prix. C'est aussi développer le réseau des garderies subventionnées pour que tous ceux et celles qui en ont besoin puissent y avoir accès.



- **Respect et protection de l'environnement**

Un véritable développement durable est nécessaire pour le maintien de notre qualité de vie à touTEs. Les premières victimes humaines de la détérioration de l'environnement sont toujours les personnes en situation de pauvreté.

- **Économie solidaire**

Permettre le développement d'une autre économie nous fait réaliser qu'il est possible de faire du développement économique en mettant en valeur les capacités de chacunE à contribuer au marché du travail, en plus d'offrir des services selon les besoins des collectivités.

- **Mesures favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes**

C'est briser les barrières entre les genres, permettre l'accès aux emplois non « traditionnels », mettre en application le « À travail égal, salaire égal » ou encore financer des programmes faisant la promotion de l'égalité femmes-hommes.



...il y a les engrenages qui réduisent les écarts en améliorant les conditions de base

Tant que les besoins essentiels ne sont pas couverts dans les protections sociales, on condamne des gens à vivre dans le rouge, en marge du reste de la société. Il faut des mesures qui font avancer vers un Québec sans pauvreté comme l'indique la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*.

- **Augmentation du revenu disponible des personnes à l'aide sociale, aux études et des travailleurEs à faible revenu**

Il est urgent de combler la perte de valeur des prestations d'aide sociale et d'atteindre un niveau de revenu qui permet de couvrir les besoins essentiels, car présentement les personnes prestataires sont en situation de «déficit humain». Il faut aussi améliorer la situation des étudiantEs qui cumulent les dettes et qui ont de la difficulté à couvrir leurs besoins essentiels. De plus, l'augmentation du salaire minimum est nécessaire pour qu'une personne qui travaille à temps plein sorte de la pauvreté.

- **Introduction de crédits d'impôt remboursables pour les personnes à faible revenu ou sans revenu**

Le gouvernement peut introduire des mesures fiscales qui s'adressent particulièrement aux personnes qui ne payent pas d'impôt à l'aide de crédits d'impôt remboursables.

- **Réparation des reculs à l'aide sociale (dont les demi-indexations de 2005 à 2008)**

Depuis longtemps les gouvernements du Québec sont dans la logique d'appauvrir les plus pauvres en diminuant le pouvoir d'achat des personnes à l'aide sociale. Mettre complètement fin aux coupures à l'aide sociale.

- **Gratuité des médicaments prescrits pour les personnes ayant un revenu de 13 267\$ et moins**

Les médicaments font partie intégrante de nos soins de santé; ne pas les rendre accessibles entraîne des coûts humains et

de santé plus grands pour l'ensemble de la société.

- **Exclusion des pensions alimentaires pour enfants du calcul de l'aide sociale et de l'aide aux études**

L'impôt des particulier ne considère pas dans le revenu d'un parent la pension alimentaire reçue pour un enfant. Cependant, l'aide sociale et l'aide aux études la déduisent de la prestation du parent au-delà des premiers 100\$, ce qui en prive l'enfant. Cette discrimination doit cesser.

- **Formation, insertion et accès à l'emploi**

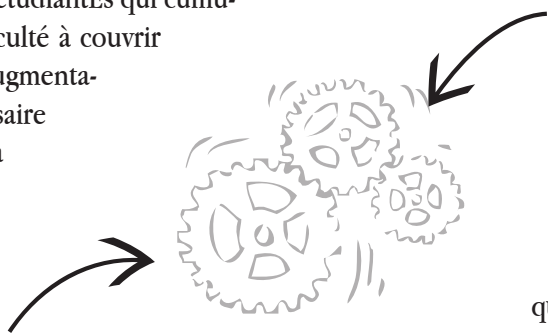
C'est améliorer la quantité de mesures de qualité pour quiconque veut y participer, avec une philosophie qui fait confiance au potentiel des personnes.

- **Logement social**

Le logement est une clé de la couverture des besoins essentiels. Financer la construction et l'entretien de HLM et de coops d'habitation permet d'offrir des logements de qualité aux personnes qui en ont le plus besoin.

- **Financement de l'action communautaire**

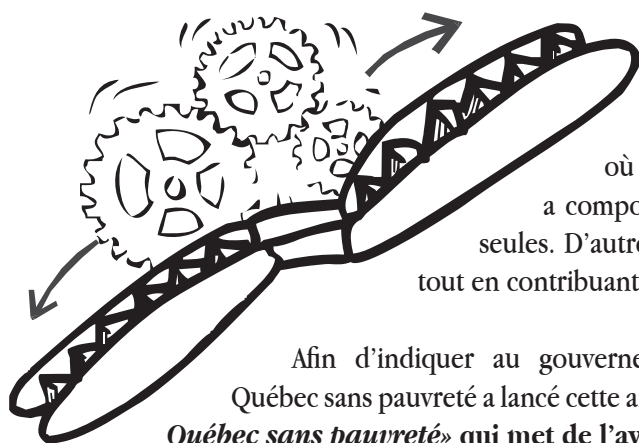
Financer l'action communautaire, c'est créer de l'emploi, des services et des organisations dans une approche non marchande de l'activité humaine, ce qui renforce les communautés et redonne du pouvoir d'agir aux personnes au bas de l'échelle.





Et l'action du Collectif dans tout ça !

Une fois que vous avez évalué les mesures présentées dans le budget, voici quelques informations pour faire une analyse en lien avec le travail du Collectif.



La *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, adoptée en décembre 2002 à l'unanimité par l'Assemblée nationale, prévoit une action permanente et continue en direction d'un Québec sans pauvreté. Elle impose de rejoindre d'ici 2013 les rangs des États industrialisés où il y a le moins de personnes pauvres. Depuis, l'action du gouvernement a comporté certaines avancées pour les familles, très peu pour les personnes seules. D'autres mesures ont appauvri les plus pauvres et renforcé la discrimination, tout en contribuant à concentrer la richesse vers les plus riches.

Afin d'indiquer au gouvernement le chemin à suivre, le Collectif pour un Québec sans pauvreté a lancé cette année la campagne «*MISSION COLLECTIVE : bâtir un Québec sans pauvreté*» qui met de l'avant trois principes :



- toutes les personnes doivent avoir accès à des services publics universels de qualité;
- le travail à temps plein au salaire minimum doit faire sortir de la pauvreté;
- les protections publiques doivent garantir un revenu assurant la dignité et la santé des personnes.

Ces principes forment un tout pour avancer vers un Québec sans pauvreté ni exclusion.

Alors, quelle est votre évaluation?

	OUI	NON
Ce budget réduit-il les écarts entre riches et pauvres?		
Ce budget avance-t-il dans le sens de la campagne <i>MISSION COLLECTIVE: bâtir un Québec sans pauvreté</i> ?		
Ce budget applique-t-il la <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i> ? Fait-il avancer vers un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde?		
Qu'apprend-on de cette analyse? Que faudrait-il faire pour avancer davantage? Que suggérez-vous?		

